

**R
E
L
A
X
E**



**POUR ANASSE KAZIB
ET TOUS LES SOUTIENS DE LA PALESTINE**

RASSEMBLEMENT 17 JUIN - 18H30

**STRASBOURG - PRÉFECTURE
5 PLACE DE LA RÉPUBLIQUE**



& RELAXE POUR ANASSE KAZIB TOUS LES SOUTIENS DE LA PALESTINE

Ces dernières années ont été marquées par la criminalisation croissante du mouvement social par des gouvernements de plus en plus en difficulté, obligés d'user de tous les mécanismes antidémocratiques et répressifs possibles pour appliquer leur programme et faire taire toute contestation. Cette criminalisation se voit à travers les interventions policières en manifestation mais aussi sur le terrain juridique, avec la multiplication des tentatives de dissolution d'organisations comme Urgence Palestine, la Jeune Garde, les Soulèvements de la Terre ou encore le Collectif Palestine Vaincra.

Après la vague de répression syndicale qui a suivi le mouvement des retraites 2023, l'offensive très dure contre le mouvement écologiste et la répression sanglante de la révolte en Kanaky, le mouvement de solidarité avec la Palestine fait face à une criminalisation sans précédent. En plus de la répression policière qu'on a pu voir aux Etats-Unis ou en Allemagne, en France cette répression se fait notamment à travers la multiplication d'enquêtes pour "apologie du terrorisme" qui ont touché des centaines de militants du mouvement dont Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'UD CGT 59, Rima Hassan, députée européenne de La France Insoumise, Mathilde Panot, députée LFI et Anasse Kazib, porte-parole de Révolution Permanente et militant SUD Rail qui passe en procès le 18 juin.

La condamnation du porte-parole d'une organisation politique constituerait un précédent très grave pour notre camp social et un nouveau palier franchi dans le saut répressif, qui vise à museler toute opposition et pouvoir associer des intellectuels critiques ou des opposants au "terrorisme", de les fichier comme tels ou de les rendre inéligibles.

Alors que des centaines de militants de la cause Palestinienne sont jugés pour leurs positions politiques, alors qu'à Strasbourg aussi, le mouvement pour la Palestine est confronté à une répression systématique menée par l'Etat entre violences policières contre des lycéens et étudiants, perquisition et interdiction de manifestations, il est plus qu'urgent de construire une réponse large et sérieuse et faire front pour mettre un coup d'arrêt au saut répressif de l'Etat et lui rappeler que lorsqu'il s'en prend à l'un d'entre nous, c'est tous ensemble que nous ripostons !

**SOUTENIR LA PALESTINE N'EST PAS UN CRIME !
RELAXE POUR ANASSE KAZIB ET TOUS LES RÉPRIMÉS !**

**MARDI 17 JUIN 18H30-DEVANT LA PRÉFECTURE DE
STRASBOURG - 5 PLACE DE LA RÉPUBLIQUE**